

Les Canadiens demandent au premier ministre

Harper de ne pas oublier les soins de santé

Sept Canadiens sur dix (71 %) sont d'avis que le gouvernement fédéral devrait se concentrer autant sur le système de santé que sur l'économie. Les Canadiens veulent exprimer leur opinion concernant l'amélioration du fonctionnement du système de santé puisque neuf sur dix (86 %) sont d'accord pour dire qu'à leur connaissance, aucune solution réelle n'a été mise de l'avant par les gouvernements.

Date de diffusion publique : le mardi 24 août à 12:01h HAE



Ipsos Reid

Ipsos Reid est le chef de file canadien en information commerciale et le principal fournisseur de sondages d'opinion publique du pays. Présente dans huit villes, Ipsos Reid emploie plus de 300 professionnels et agents de collecte de données au Canada. L'entreprise dispose du plus vaste réseau de centres d'appels du Canada et des plus grands panels prérecrutés, composés de foyers ou de répondants en ligne. Ses activités canadiennes d'études de marché et d'affaires publiques reposent sur une équipe de spécialistes chevronnés de la recherche possédant une vaste expérience dans divers secteurs d'activité. Ipsos Reid dispose des meilleurs véhicules de recherche du Canada, notamment le Rapport de tendance Ipsos, la source d'opinion publique par excellence au pays. C'est ainsi qu'elle peut offrir à ses clients des renseignements utiles et pertinents. Ipsos Reid fait partie de la société Ipsos, un fournisseur mondial de premier plan en matière d'études de marché. Pour en savoir davantage, visitez le www.ipsos.ca

Pour obtenir des copies d'autres communiqués de presse, rendez-vous à l'adresse

<http://www.ipsos-na.com/news/>

© Ipsos Reid

Washington New York Chicago Minneapolis Seattle San Francisco
Vancouver Edmonton Calgary Winnipeg Toronto Ottawa Montréal



Les Canadiens demandent au premier ministre Harper de ne pas oublier les soins de santé

Sept Canadiens sur dix (71 %) sont d'avis que le gouvernement fédéral devrait se concentrer autant sur le système de santé que sur l'économie.

Les Canadiens veulent exprimer leur opinion concernant l'amélioration du fonctionnement du système de santé puisque neuf sur dix (86 %) sont d'accord pour dire qu'à leur connaissance, aucune solution réelle n'a été mise de l'avant par les gouvernements.

Toronto, Ontario - Alors que le premier ministre Harper et son gouvernement concentrent leurs efforts sur l'économie, un nouveau sondage Ipsos Reid mené pour le compte de l'Association médicale canadienne révèle que les Canadiens ne veulent pas que le premier ministre oublie le système de santé.

Lors d'un entretien récent avec un journaliste qui lui posait une question sur le renouvellement de l'entente sur la santé avec les provinces, le premier ministre a indiqué que, pour le moment, la priorité de son gouvernement est l'économie. Mais sept Canadiens sur dix (71 %) sont d'avis que le gouvernement fédéral devrait se concentrer autant sur le système de santé que sur l'économie. Seulement un sur dix (13 %) croit que c'est l'économie qui devrait être la priorité du gouvernement fédéral, tandis qu'une proportion semblable (16 %) croit que c'est le système de santé.

Le fait que la plupart des Canadiens veulent que le gouvernement continue de se concentrer sur les projets en matière de santé, malgré l'incertitude économique, est probablement attribuable au fait que la plupart d'entre eux (86 %) sont d'accord (39 % fortement/47 % plutôt) pour dire que « malgré le fait que les gouvernements disent avoir travaillé pour améliorer le fonctionnement du système de santé, à leur connaissance, aucune solution réelle n'a été mise de l'avant. » Seul un répondant sur dix (14 %) est en désaccord (1 % fortement/12 % plutôt) avec cette idée.

En outre, neuf répondants sur dix (87 %) sont d'accord (38 % fortement/49 % plutôt) pour dire que « le meilleur moyen de trouver des solutions pour améliorer le fonctionnement du système de santé, c'est d'inviter les Canadiens à entamer un dialogue national sur ce qu'ils veulent du système de santé », une initiative qui reste à entreprendre à grande échelle. Qui plus est, huit répondants sur dix (80 %) sont d'accord (34 % fortement/45 % plutôt) pour dire que « les gouvernements ne devraient apporter aucun changement important à notre système de santé sans d'abord tenir une vaste consultation avec les Canadiens », ce qui laisse entendre que ces consultations devraient être une priorité du gouvernement au chapitre des soins de santé.

En général, les Canadiens considèrent que les tentatives du gouvernement pour améliorer le fonctionnement du système de santé sont insuffisantes. En effet, la plupart des répondants (82 %) sont d'accord (41 % fortement/41 % plutôt) pour dire que ces tentatives « ont eu peu d'incidence pour ce qui est d'assurer à tous les Canadiens l'accès à un médecin de famille », et huit sur dix (84 %) sont d'accord (42 % fortement/42 % plutôt) pour dire que ces tentatives « ont eu peu d'incidence pour ce qui est d'assurer à tous les Canadiens l'accès à des tests diagnostiques avancés et à des interventions chirurgicales dans des délais raisonnables. » En fait, les Canadiens affirment de façon presque unanime (92 %) qu'on parle beaucoup mais

qu'on agit peu, et sont d'accord (49 % fortement/42 % plutôt) pour dire qu'« au Canada, les décideurs ont passé beaucoup de temps à parler du système de santé, mais personne ne semble en mesure d'en améliorer le fonctionnement » et qu'« il est temps que les Canadiens prennent part au processus pour que des solutions concrètes de nature à produire un changement réel soient mises de l'avant. »

On a laissé entendre qu'il fallait que les provinces soient davantage innovatrices dans la gestion de leurs coûts des soins de santé. Par exemple, toutes les provinces pourraient travailler ensemble et utiliser leur pouvoir d'achat collectif pour acheter des médicaments auprès des sociétés pharmaceutiques, ce qui permettrait de réaliser des économies d'échelle et de réduire les coûts. À cet égard, près de neuf Canadiens sur dix (86 %) sont d'accord (41 % fortement/45 % plutôt) pour dire que « les gouvernements provinciaux peuvent travailler ensemble pour gérer plus efficacement les fonds consacrés aux soins de santé. » Certaines personnes (14 %) sont tout de même plus pessimistes et sont en désaccord (3 % fortement/11 % plutôt) pour dire que les provinces seront capables de travailler ensemble à ce chapitre.

Voilà quelques-uns des résultats d'un sondage Ipsos Reid réalisé du 16 au 17 août 2010 pour le compte de l'Association médicale canadienne. Le sondage a été mené en ligne auprès d'un échantillonnage de 1 015 adultes provenant du panel en ligne canadien d'Ipsos. Les données ont ensuite été pondérées en fonction de caractéristiques démographiques pour faire en sorte que la composition de l'échantillonnage corresponde à celle de la population adulte selon les données du recensement et pour produire des résultats qui tendent à se rapprocher de l'univers de l'échantillonnage. Un sondage auprès d'un échantillonnage probabiliste non pondéré de cette taille, avec un taux de réponse de 100 %, comporterait une marge d'erreur approximative de +/- 3,1 points de pourcentage, 19 fois sur 20, par rapport aux résultats qui auraient été obtenus si l'ensemble de la population adulte du Canada avait

été sondée. Toutes les enquêtes par sondage peuvent comporter des erreurs d'autres sources, y compris, mais sans s'y limiter, des erreurs de couverture et de mesure.

-30-

Pour plus de renseignements sur ce communiqué, veuillez communiquer avec :

*Mike Colledge
Président
Ipsos Reid
Affaires publiques
613 688-8971*

Pour consulter l'ensemble des résultats compilés, visitez notre site Web à www.ipsos.ca. On peut consulter les communiqués à : <http://www.ipsos-na.com/news/>